



# Le doute taraude le oui. Le mécontentement s'enfle. **Dites Non** **à la Constitution des patrons !**

Les partisans du Oui à la constitution s'affolent devant la montée du Non dans les sondages, parallèle à celle du mécontentement social. Ils s'affolent, mais ont bien du mal à trouver les arguments pour convaincre. Chirac qui devait démarrer sa campagne à , pour cause de mort du pape, décidé de reporter son show télévisé à ce jeudi. Quant au PS, c'est la cacophonie. Et les uns et les autres nous expliquent qu'il ne faut pas confondre la question de la Constitution et les questions de politique intérieure ou que pour exprimer son mécontentement, il faudra attendre...2 007. Eh bien, c'est Non, encore Non, dix fois Non !

## LE DOUTE GAGNE LA MAJORITE

La droite jusqu'alors si arrogante ne tait plus ses discordances. Raffarin et Borloo sont l'objet de critiques de leurs amis ministres. Ceux qui avaient cru réussir l'impossible, juguler la montée des mécontentements bien que désavoués dans la rue et dans les urnes, en jouant de la complicité du PS et des directions syndicales, assistent impuissants à la montée des périls. Chirac a dû taper du poing sur la table : « *J'appelle chacun d'entre vous à la plus complète mobilisation* » a-t-il lancé à ses propres ministres.

Le chômage continue de croître au point que Raffarin a été obligé de dire que son objectif de le faire baisser de 10% n'était pas sérieux ! La côte de popularité de ce dernier est au plus bas (28 % d'opinions favorables) et la « négative attitude » à l'égard du référendum semble contaminer des milieux de plus en plus larges.

## LE BLUFF

Le bluff et la duplicité qui avaient jusqu'alors permis à Raffarin de faire passer sa politique ne trompent plus personne. Effectivement, comment faire baisser le chômage quand on se soucie des seuls intérêts des patrons ?

La dernière idée de Raffarin-Borloo est de créer un conseil d'orientation de l'emploi. Ce dernier sera com-

posé de parlementaires, de représentants du patronat, des salariés, de l'administration. À défaut de répondre au drame du chômage, il visera à faire ce qui a été fait pour les retraites ou la Sécu, établir un consensus entre libéraux et sociolibéraux, « *le diagnostic partagé* ». Soyons sûrs que ce conseil saura plaider, comme le souhaite le Medef, dans le sens de la « *réforme* » du Code du travail, accusé d'empêcher les embauches parce que mettant quelques limites au droit de licencier.

## DIRE NON POUR AIDER AUX MOBILISATIONS

Face à cette politique de la droite et du patronat, Hollande et ses amis voudraient nous convaincre que « *L'Europe sociale passe par le oui* » comme le dit l'affiche de campagne du PS. Ils se moquent du monde, eux qui depuis plus de vingt ans ont collaboré avec la droite pour construire cette Europe des patrons, celle de la concurrence et de l'économie de marché, des bas salaires et du chômage, du démantèlement des services publics et de la remise en cause des droits sociaux. Cette Europe et la Constitution qu'ils voudraient lui donner sont réactionnaires et antisociales. L'Europe sociale que nous voulons, c'est celle des luttes et de la coopération des travailleurs et des peuples pour l'emploi, les services publics.

Alors, nous leur dirons Non, parce que nous ne voulons plus d'une politique qui aggrave le chômage, bloque les salaires et matraque les jeunes lycéens qui revendiquent le droit à la culture.

Nous leur dirons Non dans les urnes, comme leur disent Non les travailleurs qui revendiquent pour les salaires ou l'emploi, comme, tous ensemble, nous dirons Non le lundi de Pentecôte, par la grève et les manifestations.

Le 11/04/05

---

### Je souhaite prendre contact avec la LCR

NOM ..... PRENOM .....

ADRESSE .....

Téléphone : ..... Email : .....